Économie rurale

J. Gadant - *La forêt et le bois en France. Notes et études documentaires*

André Brun

Citer ce document / Cite this document :

Brun André. J. Gadant - *La forêt et le bois en France. Notes et études documentaires.* In: Économie rurale. N°152, 1982. pp. 76-77;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1982_num_152_1_2921_t1_0076_0000_2

Fichier pdf généré le 08/05/2018

trouvent remises en cause. Le MODEF tend à défendre le travail par la propriété, individuelle ou coopérative, des moyens de production. Sa logique passe ainsi plutôt par le développement du mouvement coopératif que par une politique des quantums de production. L'Interpaysanne propose une voie médiane : l'application d'une politique différenciée permettrait de rétablir dès à présent une relative égalité quelles que soient les conditions d'exercice du travail. Enfin, la CNSTP se place dans la perspective de la défense du travail en tant que tel. Elle s'oriente donc vers une séparation accrue entre le travailleur et ses moyens de production, au moyen de contrats et de prêts de carrière par exemple. Poussant cette dernière logique, pour laquelle ils ne cachent pas leur sympathie, nos deux auteurs envisagent dès lors une sorte de réforme agraire qui seule permettrait à proprement parler, selon eux, l'émergence d'un statut du travailleur agricole. Qu'on les suive ou non jusque là, on leur saura gré de nous avoir placés au centre de l'analyse des débats de politique agricole contemporains.

Denis Barthélémy

J. GADANT - La forêt et le bois en France. Notes et études documentaires. La Documentation Française, n° 465-466, 28 avril 1982, 212 p.

Après les différents rapports, établis à la demande des gouvernements successifs en vue d'orienter la politique en matière forestière, J. Gadant nous propose un panorama sur la forêt et le bois qui couvre sensiblement le même champ de questions mais la perspective est différente. Il ne s'agit pas ici de définir une action. On en reste à l'analyse.

L'ouvrage se termine par une brève présentation des grandes options proposées par les rapports à caractère politique. Sans commentaire. Ce relatif désengagement par rapport à la définition d'une politique donne à J. Gadant une grande liberté. Il n'a pas à se poser constamment le problème des moyens et donc des priorités. Il cherche plus me semble-t-il, à identifier les différents problèmes, à les cerner, à les poser correctement plutôt qu'à les hiérarchiser.

Il s'agit d'une leçon magistrale pour un large public, leçon d'initiation approfondie à une réalité que le non spécialiste croit souvent simple, mais qui se révèle d'une étonnante complexité.

Et dans cette tâche l'expérience de l'ancien directeur du service des forêts fait merveille. C'est un excellent professeur. Dans une langue très vivante et chaleureuse, parfois d'un lyrisme retenu qui n'enlève rien à la précision du biologiste sylviculteur, l'auteur fait découvrir simplement la complexité forestière.

De thème en thème, sans prétention à la synthèse on fait le tour des questions au gré des enchaînements que l'auteur ménage à la manière d'un paysage plutôt que comme une construction cartésienne. Après une évocation globale des forêts dans le monde, puis en Europe, le cadrage se précise sur la France. Les différentes essences, les différentes régions forestières sont présentées avec amour avant que n'apparaissent les problèmes et les actions entreprises pour les résoudre avec plus ou moins de bonheur — déséquilibres régionaux, reboisement, incendies,... Puis l'auteur évoque cette économie forestière empétrée dans ses contraintes et ouverte sur une industrie forte de 550.000 travailleurs. Ayant posé la faible rentabilité des opérations forestières comme postulat et se réservant d'analyser plus tard la valorisation des produits ligneux, l'auteur revient pendant deux chapitres sur la gestion impossible de millions d'hectares morcellés entre des millions de propriétaires. Cette recherche d'efficacité au pays du code civil napoléonien est véritablement la quadrature du cercle !

L'auteur, on s'en doutait, ne résout pas les questions qu'il soulève. L'intérêt du débat c'est le débat lui-même, l'exposé clair des tentatives, des règlements et lois visant à mobiliser les énergies et les ressources de la forêt privée ; les critiques et les réponses aux critiques... Bref, c'est l'information qui montre et démontre la vanité des solutions toutes faites, qui recense les obstacles à franchir, qui indique les sentiers qui ne sont peut-être pas des fausses pistes. Sans doute aimerait-on une image un peu plus contrastée, que des choix plus tranchés soient suggérés. Mais en résistant à l'idée de fournir des recettes, de faire croire à des solutions miracles, l'auteur laisse la liberté au lecteur tout en lui donnant les moyens d'une certaine autonomie de jugement, par la qualité de l'information qu'il lui fournit.

Les cibles privilégiées sont cependant clairement désignées. Il s'agit de la propriété forestière de 4 à 25 ha, 3,3 millions d'hectares pour 400.000 propriétaires. Pour les sortir de leur passivité liée à leur absentéisme, les groupements forestiers, le remembrement forestier, les groupements de gestion, les associations syndicales de gestion sont évoqués. Le besoin de pouvoir disposer d'un opérateur foncier, tel qu'une SAFER, en matière forestière est indiqué. La propriété forestière paysanne, qui recouvre l'ensemble précédent en partie, tout en le débordant, est aussi une cible intéressante, elle pourrait être «effectivement prise en charge par des hommes de terroir qui sont sur place et disposent de savoir-faire et de moyens d'exploitation» (p. 117).

C'est alors que dans ce paysage forestier le lecteur va découvrir des usines La récolte de bois d'œuvre, multipliée par 2,5 ces trente dernières années, reste insuffisante. Les scieries se concentrent et produisent 9,4 millions de m³ de débits très variés, en même temps que des déchets (30 %) fort utiles pour la trituration. Mais faut-il favoriser une concentration plus grande encore en vue du marché national pour mieux concurrencer les importations ou au contraire maintenir et vivifier les marchés locaux approvisionnés par des entreprises artisanales ? Ce type de question illustre le débat que présente l'auteur pour tous les segments de la première, puis de la deuxième transformation du bois. On retrouve dans une certaine mesure au niveau des industries de bois d'œuvre l'image des forêts dispersées et morcellées, avec au passage quelques chefs d'œuvre évoqués avec nostalgie ; la tonnellerie par exemple : « Un riche artisanat exercé dans la fraîcheur et le recueillement à la fois de nos futaies et de nos caves, ne doit pas s'oublier ». On n'attendait pas moins d'un bourguignon ! fils de viticulteur !

Avec la trituration, il n'est plus question de tradition. Les importants volumes de bois utilisés pour les pâtes à papier (7,2 millions de m³) et pour la fabrication de panneaux (2,8 millions de tonnes), sont complétés par la récupération de déchets en provenance des industries de bois d'œuvre (30 à 40 % du total). Il s'agit dans l'ensemble, d'un secteur moderne plus concentré avec un relatif sur-équipement pour les panneaux, un sous-équipement pour les pâtes. La

Persée BY: creative commons

concurrence internationale est vive, elle empêche une stratégie visant à favoriser la mobilisation des ressources dispersées et inexploitées en France. Quant au bois-énergie, il demeure le sous-produit de la production de bois d'œuvre, une fois servies les industries de transformation, et si l'on exclut l'important segment de l'autoconsommation qui est évaluée à 6 à 8 millions de m³. La biomasse forestière reste un gisement limité et les cultures énergétiques du type taillis à courte révolution en sont encore au stade de la recherche. Il ne faut donc pas sur-estimer les économies que l'on peut réaliser avec le bois-énergie. Quant à la lignochimie, elle est prometteuse, mais pour après-demain.

L'organisation du marché est évoquée, mais sans conviction, les diverses tentatives d'interprofession n'ayant pas jusqu'ici abouti. Faut-il penser à un office du bois qui aurait au moins pour tâche de clarifier les transactions ?

Quoi qu'il en soit, il faut faire la lumière sur les idées reçues et répandues dans la grande presse sur la signification du déficit de la filière bois. Là l'auteur s'anime pour souligner que la France s'auto-approvisionne à 75 % en matière ligneuse contre 40 % pour l'ensemble CEE, pour rappeler que ce déficit de matière première (10 millions de m³) est en voie de résorption grâce à l'effort de plantation réalisé depuis près de quarante ans : « Quelques milliards de jeunes arbres étant en train de grossir sous le ciel français » p. 165. Espérons qu'ils ne sont pas trop serrés pour grossir véritablement.

Le déficit global de la filière a une toute autre signification, il ne concerne que très partiellement (30 %) la production de bois. (Dans 50 F de papier, il n'y a qu'1 F de bois, payé au producteur !). Quant au rendement des forêts il peut et doit être amélioré, mais de grâce implore l'auteur, ne rapportez pas la production aux 14 millions d'ha de forêt ; 5 au moins sont improductifs et le resteront. Si bien que nous avoisinons les 4 m³/ha/an, ce qui n'est pas si mal, et ce sera mieux quand les plantations FFN vont donner.

Ce plaidoyer pro domo est convaincant, même si les « plantations » FFN ne sont pas toujours modèles.

Pour compléter ce vaste panorama l'auteur s'attarde pour finir sur les avantages de la vente du bois façonné plutôt que sur pied, sur le fonctionnement du FFN, sur la fiscalité forestière. Il boucle ainsi le tour d'horizon, le lecteur ne doit rien ignorer de ce qui se dit et se fait en matière d'intervention publique en forêt. Pour finir enfin les structures de l'administration, de la recherche, du développement, de l'enseignement sont présentées, succintement sans beaucoup de commentaires.

Au total, en 212 pages, J. Gadant a réussi à rassembler de manière agréable une information considérable non seulement sur la forêt, le bois et les actions de l'État dans ce domaine, mais aussi sur les débats, les arguments, les expériences heureuses comme malheureuses. On dispose ainsi des éléments d'un dossier, non d'un catalogue.

Sans doute un lecteur déjà familier des problèmes forestiers sautera de longs passages ; sans doute, l'économiste ou le politique à la recherche d'une logique d'ensemble ou d'une synthèse en vue de l'action seront un peu déroutés par la succession des chapitres en forme de promenade.

Mais les éléments du dossier sont là, argumentés, bien informés. A chacun d'y faire la moisson qui l'intéresse. Ce type de document convient particulièrement à l'initiation. Le pari est qu'un large public d'étudiants ou de retraités, d'entrepreneurs ou de naturalistes, d'enseignants comme de syndicalistes, a besoin d'une telle initiation ou la recherche.

En creux, on peut regretter, mais est-ce bien surprenant, qu'aucune donnée systématique sur les prix ne figure, ni sur les opérateurs du commerce international, ni sur les comptes de l'ONF. Il se joue pourtant là des parties importantes et même si la clarté ne règne pas dans ces domaines il aurait été bon de rassembler les éléments épars dont on peut disposer, car autant il est important de ne pas tout réduire à l'économique, autant est-il nécessaire d'accorder à ce domaine souvent trop envahissant la place qui lui revient. Enfin, n'oublions pas que les forêts françaises sont diverses et divers les contextes sociaux et économiques dans lesquels elles s'insèrent. A trop voir les choses du sommet, on risquerait de l'oublier.

André Brun